



GROUPE DE TRAVAIL FRANCO-ALLEMAND



Deutscher Bundestag

Deutsch-Französische Arbeitsgruppe

#3

GEMEINSAMES POSITIONSPAPIER / POSITION COMMUNE

Position commune sur le renouvellement du Traité de l'Élysée

Le Bundestag allemand et l'Assemblée nationale ont, le 22 janvier 2018, à l'occasion du 55^e anniversaire de la signature du Traité de l'Élysée, invité leurs gouvernements respectifs à travailler à un nouveau Traité de l'Élysée. Nous nous réjouissons que les gouvernements aient repris cette initiative, et que les négociations aient déjà été entamées. La coopération franco-allemande ne peut être un succès que si tous les pans de la société prennent part à ce processus. Les parlements de nos deux pays sont un facteur déterminant de la réussite de ce projet, ainsi que de l'approfondissement des relations franco-allemandes. Une association étroite des parlements à ces négociations, à travers la consultation du groupe de travail franco-allemand, est dès lors indispensable. L'approfondissement de la coopération franco-allemande, d'une part, et l'engagement à poursuivre le

Gemeinsames Positionspapier zur Erneuerung des Élysée-Vertrags

Anlässlich des 55. Jahrestags der Unterzeichnung des Élysée-Vertrags am 22. Januar 2018 haben der Deutsche Bundestag und die Assemblée nationale ihre Regierungen aufgefordert, einen neuen Élysée-Vertrag zu erarbeiten. Wir begrüßen, dass die Regierungen diese Initiative aufgegriffen und die Verhandlungen bereits begonnen haben. Die deutsch-französische Kooperation kann nur dann erfolgreich sein, wenn alle Ebenen der Gesellschaft sich an diesem Prozess beteiligen. Die Parlamente unserer Länder sind ein entscheidender Faktor für das Gelingen dieses Vorhabens sowie der Vertiefung der deutsch-französischen Beziehungen. Eine enge Einbindung der Parlamente in die Verhandlungen durch die Konsultation der Deutsch-Französischen Arbeitsgruppe ist daher notwendig. Die Vertiefung der deutsch-französischen Zusammenarbeit einerseits und der Einsatz für eine Fortentwicklung der EU andererseits sind zwei

développement de l'Union européenne (UE), d'autre part, sont les deux faces d'une même médaille. Cette coopération est au service de l'intégration européenne, et elle est par principe également ouverte à d'autres États. Le nouveau Traité de l'Élysée devrait donc prévoir, à côté des projets bilatéraux, des projets européens.

Le groupe de travail franco-allemand a déjà adopté deux positions communes au sujet de la coopération transfrontalière, dont il devrait être tenu compte dans l'élaboration du traité. Le groupe de travail a également mené, le 17 mai 2018, une audition d'experts des relations franco-allemandes. Un nouveau Traité de l'Élysée doit comprendre les points suivants, fondés sur la résolution du 22 janvier 2018 et sur les conclusions de cette audition :

1. **Une déclaration en faveur du renforcement de la monnaie commune de l'UE.** Des initiatives franco-allemandes doivent rendre l'euro plus résistant face aux crises et plus sûr pour l'avenir. La compétitivité, la stabilité, des finances saines, une croissance durable, un taux d'emploi élevé et la sécurité sociale devraient constituer le fil directeur des efforts communs pour l'approfondissement de la zone euro.
2. **L'engagement pour un approfondissement du marché intérieur,** afin d'accroître les investissements, l'emploi et la croissance au sein de l'UE. Ce point comprend aussi le parachèvement du marché unique du numérique, la création d'un droit européen des affaires et une coopération étroite sur les questions relatives à la forme à donner à la mutation sociale du monde du travail inhérente à la numérisation.

Seiten derselben Medaille. Die Zusammenarbeit steht im Dienste der Europäischen Integration und ist grundsätzlich auch für andere Staaten offen. Der neue Élysée-Vertrag sollte daher neben bilateralen auch europäische Projekte beinhalten.

Die Deutsch-Französische Arbeitsgruppe hat bereits zwei Positionspapiere zur grenzüberschreitenden Zusammenarbeit beschlossen, die bei der Erarbeitung des Vertrags berücksichtigt werden sollten. Die Arbeitsgruppe hat zudem eine Anhörung von Sachverständigen aus den deutsch-französischen Beziehungen am 17. Mai 2018 durchgeführt. Basierend auf der Resolution vom 22. Januar 2018 und den Ergebnissen der Anhörung muss ein neuer Élysée-Vertrag folgende Punkte umfassen:

1. **Ein Bekenntnis zur Stärkung der gemeinsamen Währung der EU.** Der Euro sollte durch deutsch-französische Initiativen krisenfester und zukunftssicherer gemacht werden. Wettbewerbsfähigkeit, Stabilität, solide Finanzen, nachhaltiges Wachstum, hohe Beschäftigung und soziale Sicherheit sollten Richtschnur der gemeinsamen Bemühungen zur Vertiefung der Eurozone sein.
2. **Den Einsatz für eine Vertiefung des Binnenmarkts,** um Investitionen, Beschäftigung und Wachstum in der EU zu steigern. Hierzu gehören auch die Vollendung des digitalen Binnenmarkts, die Schaffung eines Europäischen Wirtschaftsrechts und die enge Kooperation bei Fragen der Gestaltung des sozialen Wandels der Arbeitswelt im Zuge der Digitalisierung.
3. **Die Umsetzung der europäischen Säule**

3. **La mise en œuvre du socle européen des droits sociaux**, avec l'objectif d'aboutir en Europe à un seuil minimum en matière d'égalité des chances, d'accès au marché du travail, de conditions de travail équitables, de protection et d'inclusion sociales, ainsi que d'égalité entre les femmes et les hommes. Français et Allemands doivent pouvoir vivre et travailler sans entrave et sans obstacles administratifs dans l'autre pays. C'est pourquoi des normes communes, garantissant un niveau minimum de droits sociaux et une protection équivalente dans le pays voisin sont nécessaires.
4. **Un renforcement de la coordination dans le domaine de la politique extérieure, afin de donner à l'Europe une voix plus forte dans le monde.** Ce point inclut avant tout l'établissement d'échanges approfondis et permanents entre les commissions parlementaires et les ministres et secrétaires d'État compétents, sur toutes les questions importantes relatives à la sécurité, à la défense de l'Europe et à l'action extérieure, ainsi que le renforcement des capacités correspondantes dans ce domaine. Cela signifie qu'il faut intensifier la coordination franco-allemande dans le cadre de la coopération structurée permanente (CSP), lancée à la fin 2017, mais aussi développer une culture stratégique commune et coordonner plus étroitement les formations d'état-major général. Ces mesures doivent être complétées par une relance du Conseil franco-allemand de défense et de sécurité, à travers des mécanismes contraignants de consultation et de coordination.
5. **Un renforcement de la collaboration dans le domaine de l'intégration des migrants et des réfugiés**, à travers le Conseil franco-allemand de l'intégration, et de la lutte contre les causes des migrations dans les pays de **socialer Rechte**, mit dem Ziel, in Europa ein Mindestmaß an Chancengerechtigkeit, Arbeitsmarktzugang, fairen Arbeitsbedingungen, Sozialschutz und sozialer Inklusion sowie die Gleichberechtigung von Frauen und Männern zu gewährleisten. Leben und arbeiten im jeweils anderen Land muss für Franzosen und Deutsche ohne Beeinträchtigungen und ohne bürokratischen Aufwand möglich sein. Deshalb sind gemeinsame Grundsätze notwendig, die ein Mindestmaß an sozialen Rechten im Nachbarland und damit den entsprechenden Schutz garantieren.
4. **Eine Verstärkung der Koordination im Bereich der Außenpolitik, um die Stimme Europas in der Welt zu stärken.** Hierzu gehören vor allem die Verankerung eines vertieften und ständigen Austauschs zu allen wichtigen Fragen der Sicherheit, der Verteidigung Europas und des außenpolitischen Handelns zwischen den Parlamentsausschüssen und den zuständigen Ministern und Staatssekretären sowie der Ausbau entsprechender Kapazitäten in diesem Bereich. Das bedeutet, die deutsch-französische Koordinierung innerhalb der Ende 2017 in Gang gesetzten Ständigen Strukturierten Zusammenarbeit (PESCO) zu intensivieren, eine gemeinsame strategische Kultur zu entwickeln und die Generalstabsausbildung enger zu verzahnen. Ergänzt werden müssen diese Maßnahmen durch eine Aufwertung des deutsch-französischen Verteidigungs- und Sicherheitsrates durch verbindliche Konsultations- und Abstimmungsmechanismen.
5. **Eine Stärkung der Zusammenarbeit bei der Integration von Migranten und Flüchtlingen** durch den Deutsch-Französischen Integrationsrat, der Bekämpfung der Fluchtursachen in den Herkunftsländern durch eine gemeinsame Strategie in der Entwicklungs-

départ, au moyen d'une stratégie commune dans le domaine de la politique du développement et de la gestion de la politique migratoire également au sein de l'UE, l'objectif étant de rétablir un système européen de l'asile.

6. **L'approfondissement de la collaboration dans les domaines de la jeunesse, de la formation, de la langue et de la culture** : par la création de centres de formation professionnelle franco-allemands, le renforcement des échanges d'apprentis, l'harmonisation du statut des enseignants dans l'enseignement supérieur, le développement de projets d'universités européennes, la promotion des écoles, collèges et lycées bilingues et des lycées franco-allemands, et la mise en œuvre rapide de l'initiative visant à créer, par la coopération des Instituts français et des Instituts Goethe, dix centres culturels communs dans les années à venir. Mais aussi par une approche coordonnée de la promotion de la langue du partenaire et dans la lutte contre le chômage des jeunes grâce, notamment, à des projets transfrontaliers. Les jumelages entre villes doivent être promus et développés. L'Office franco-allemand pour la jeunesse devrait à l'avenir être actif sur une base plus large dans la société, en particulier dans les milieux plus éloignés des offres de formation et de mobilité. Afin de permettre la création d'associations transfrontalières, il sera créé un statut juridique franco-allemand, et si possible européen, pour les associations.
7. **L'élaboration d'une stratégie franco-allemande de l'innovation, afin de promouvoir les technologies d'avenir, telles que l'intelligence artificielle.** La collaboration au sein d'un réseau d'établissements d'enseignement supérieur, d'instituts de recherche,

litik und der Steuerung der Migrationspolitik auch innerhalb der EU, mit dem Ziel der Wiederherstellung eines europäischen Asylsystems.

6. **Die Vertiefung der Zusammenarbeit im Bereich der Jugend, Bildung, Sprache und Kultur**: Durch die Einrichtung deutsch-französischer Berufsschulzentren, die Stärkung des Auszubildendenaustauschs, die Harmonisierung des Hochschullehrerstatuts, die Entwicklung europäischer Hochschulprojekte, die Förderung bilingualer Schulen und deutsch-französischer Gymnasien sowie die rasche Umsetzung der Initiative zur Schaffung von zehn gemeinsamen Kulturzentren in den kommenden Jahren mithilfe von Kooperationen zwischen Instituts français und Goethe-Instituten. Zudem eine koordinierte Vorgehensweise bei der Förderung der Partnersprache und im Kampf gegen die Jugendarbeitslosigkeit durch insbesondere grenzüberschreitende Projekte. Die Städtepartnerschaften sollen gefördert und ausgebaut werden. Das Deutsch-Französische Jugendwerk sollte künftig auf einer breiteren gesellschaftlichen Ebene, vor allem auch in bildungs- und mobilitätsfernen Milieus, tätig werden. Um die Gründung grenzüberschreitender Vereine zu ermöglichen, wird ein deutsch-französischer, wenn möglich europäischer Rechtsstatus für Vereine geschaffen.
7. **Die Erarbeitung einer deutsch-französischen Innovationsstrategie, um Zukunftstechnologien, wie beispielsweise die künstliche Intelligenz, zu fördern.** Die Zusammenarbeit eines Netzwerks von Hochschulen, Forschungseinrichtungen, Unternehmen sowie Start-up-Unternehmen im Rahmen eines Deutsch-Französischen For-

d'entreprises et de startups dans le cadre d'un Centre de recherche franco-allemand pour l'intelligence artificielle revêt à cet égard une importance singulière. De même, dans le domaine de la protection des données à l'échelle européenne, la France et l'Allemagne devraient soumettre des propositions visant à garantir la souveraineté des données. Une plateforme numérique des offres culturelles pourrait être envisagée pour la préservation de l'héritage culturel européen. Il est en outre nécessaire de renforcer la collaboration franco-allemande au niveau européen, afin de faire de l'Union européenne un protagoniste mondial dans le secteur de l'innovation, notamment par la création d'une agence européenne de l'innovation.

8. **La réalisation d'un espace économique franco-allemand.** Il nous faut pour cela une coopération renforcée entre la France et l'Allemagne dans la promotion des investissements publics transfrontaliers à travers la Banque européenne d'investissement ainsi que par les banques nationales de développement et par les banques nationales publiques spécialisées, des règles harmonisées, notamment en ce qui concerne le droit des sociétés et l'encadrement des faillites ainsi qu'une taxation effective des entreprises par le biais de l'harmonisation de l'assiette de l'impôt sur les sociétés et d'un travail plus large de convergence. La mise en œuvre conjointe de la réglementation du marché unique européen dans les régions frontalières doit se faire à travers la suppression des entraves administratives et linguistiques. Le respect du salaire minimum, des conditions de sécurité au travail et, plus généralement, de l'ensemble des droits des travailleurs doit, à cet égard, être absolument garanti.
9. **Un concours accru des représentants**

schungszentrums für künstliche Intelligenz ist dabei von besonderer Bedeutung. Auch im Bereich des europäischen Datenschutzes sollten Frankreich und Deutschland gemeinsame Vorschläge zur Sicherstellung der Datensouveränität unterbreiten. Eine digitale Plattform kultureller Angebote könnte zur Sicherung des kulturellen Erbes Europas angedacht werden. Zudem bedarf es einer Verstärkung der deutsch-französischen Zusammenarbeit auf europäischer Ebene, um die Europäische Union unter anderem durch die Einrichtung einer europäischen Innovationsagentur zu einem weltweit führenden Akteur im Innovationsbereich zu machen.

8. **Die Verwirklichung eines deutsch-französischen Wirtschaftsraums.** Hierfür benötigen wir eine engere Zusammenarbeit Deutschlands und Frankreichs bei der Förderung öffentlicher, grenzüberschreitender Investitionen über die Europäische Investitionsbank sowie die nationalen Entwicklungs- und Förderbanken, einheitliche Regelungen vor allem im Bereich des Unternehmens- und Konkursrechts und eine effektive Besteuerung von Unternehmen durch die Angleichung der Bemessungsgrundlage der Körperschaftsteuer und stärkere Bemühungen um Konvergenz. Die gemeinsame Umsetzung der Regelungen des europäischen Binnenmarkts im Grenzraum muss durch den Abbau von administrativen und sprachlichen Hürden erfolgen. Unbedingt müssen hierbei die Achtung von Mindestlöhnen, Arbeitsschutzbedingungen und generell sämtlicher Arbeitnehmerrechte gewährleistet werden.
9. **Eine stärkere Mitwirkung der Vertreter der Grenzregionen,** insbesondere

- des régions frontalières**, en particulier des eurodistricts et d'autres organismes transfrontaliers officiels, ainsi que des représentants des parlements nationaux, aux conseils des ministres franco-allemands, et le transfert de compétences autonomes aux eurodistricts ou collectivités territoriales frontalières. Ce point inclut l'introduction de clauses d'exception et d'expérimentation dans chacune des législations nationales.
10. **Une déclaration en faveur d'un ordre mondial multilatéral et fondé sur des règles, et en faveur de la consolidation des organisations multilatérales.** Nos États sont engagés en faveur des valeurs européennes et d'un système commercial mondial ouvert, fondé sur des règles et loyal, afin de renforcer l'économie de l'UE et de consolider des valeurs durables.
 11. **Une mise en œuvre résolue de l'Accord de Paris sur le climat de 2015 et des engagements du « One Planet Summit » de 2017, afin de lutter efficacement contre les effets du changement climatique.** L'objectif doit être une décarbonation ambitieuse à l'horizon 2050. L'Allemagne et la France doivent notamment présenter une proposition commune en matière de prix du carbone. Nous affirmons en outre notre soutien à une croissance durable et demandons par conséquent la création d'un institut franco-allemand du développement durable. Il est souhaitable de parvenir à une Union de l'énergie, afin de garantir en Europe un approvisionnement en énergie sûr, à prix abordable et respectueux de l'environnement.
 12. **Une révision régulière des formats de coopération et la présentation de rapports** sur leur mise en œuvre devant les parlements, afin de renforcer l'efficacité de la collaboration franco-allemande. Ce point comprend
- die der Eurodistrikte und weiterer offizieller grenzüberschreitender Institutionen sowie von Vertretern der nationalen Parlamente, an den Deutsch-Französischen Ministerräten sowie die Übertragung eigenständiger Kompetenzen auf die Eurodistrikte oder grenznahe Gebietskörperschaften. Hierzu gehört auch die Einführung von Ausnahme- und Experimentierklauseln im jeweiligen nationalen Recht.
10. **Ein Bekenntnis zu einer multilateralen und regelbasierten Weltordnung und die Stärkung multilateraler Organisationen.** Unsere Staaten setzen sich ein für die europäischen Werte und für ein offenes, regelbasiertes und faires Handelssystem auf globaler Ebene, um die Wirtschaft der EU zu stärken und nachhaltige Werte zu verankern.
 11. **Eine engagierte Umsetzung des Pariser Klimaschutzabkommens von 2015 und der Verpflichtungen des „One Planet Summit“ von 2017, um dem Klimawandel effektiv entgegenzuwirken.** Ziel muss eine ambitionierte Dekarbonisierung bis 2050 sein. Deutschland und Frankreich sollen insbesondere einen gemeinsamen Vorschlag zur CO₂-Bepreisung vorlegen. Wir setzen uns zudem für nachhaltiges Wachstum ein und fordern daher die Einrichtung eines deutsch-französischen Nachhaltigkeitsinstituts. Die Verwirklichung der Energieunion, um eine sichere, bezahlbare und klimafreundliche Energieversorgung in Europa zu gewährleisten ist anzustreben.
 12. **Eine regelmäßige Überprüfung der Kooperationsformate und Berichterstattung** über deren Umsetzung an die Parlamente, um die deutsch-französische Zusammenarbeit effektiver zu gestalten. Hierzu gehört auch eine jährliche Unterrichtung der Parla-

également la publication d'un rapport annuel aux assemblées par les gouvernements sur les objectifs et la mise en œuvre des décisions du conseil des ministres franco-allemand.

13. **Le Bundestag allemand et l'Assemblée nationale travaillent actuellement à un accord parlementaire *sui generis***, qui a pour objectif d'associer plus étroitement nos deux pays au niveau parlementaire.

PARIS, LE 20 JUIN 2018

mente durch die Regierungen über die Ziele und Umsetzung der Beschlüsse des Deutsch-Französischen Ministerrats.

13. **Der Deutsche Bundestag und die Assemblée nationale arbeiten derzeit ein Parlamentsabkommen *sui generis* aus**, mit dem Ziel einer engeren parlamentarischen Verzahnung unserer beiden Länder.

PARIS, DEN 20. JUNI 2018